

ALGER

الجزائر
الجمهورية

Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Chaque-dollar-investi-dans-notre.html>

Chaque dollar investi dans notre pays par l'Arabie Saoudite est un baril de poudre prêt à exploser contre notre peuple

Publication date: mercredi 29 mars 2017

- Actualité politique nationale -

Description:

Suite à un conseil d'affaire algéro-saoudien qui s'est tenu à Alger, d'importants accords commerciaux de plusieurs milliards de dollars (près de 15 milliard de dollars) ont été conclus sous couvert de l'État et en partenariat avec des entreprises privées algériennes et saoudiennes. On n'a pas encore les détails de ces accords, mais cela concerne dans les grandes lignes, le domaine de la médecine, du tourisme, suivit de la maintenance et du suivi technique des infrastructures hôtelières et d'autre part dans l'exportation des fruits et légumes, dans le domaine de la santé, des équipements médicaux et la gestion des établissements hospitaliers. [...]

...

On a déjà vu cette politique à l'oeuvre depuis 2009 quand ce pouvoir a offert en cadeau la partie la plus rentable du port d'Alger à Dubaï Port Word, ou quand sous prétexte de prémunir le pays contre toute dépendance financière il a invité les Emirats à investir en Algérie, avec l'argent qui devait leur être prêté par les ... banques algériennes !

A. Kadri

29.03.17

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Suite à un conseil d'affaire algéro-saoudien qui s'est tenu à Alger, d'importants accords commerciaux de plusieurs milliards de dollars (près de 15 milliard de dollars) ont été conclus sous couvert de l'État et en partenariat avec des entreprises privées algériennes et saoudiennes. On n'a pas encore les détails de ces accords, mais cela concerne dans les grandes lignes, le domaine de la médecine, du tourisme, suivit de la maintenance et du suivi technique des infrastructures hôtelières et d'autre part dans l'exportation des fruits et légumes, dans le domaine de la santé, des équipements médicaux et la gestion des établissements hospitaliers.

Comme on le voit ce n'est pas une petite affaire. Cet accord, que rien ne justifie sur le plan économique est dicté par des calculs politiques. Les monarchies du Golfe inspirent des craintes au régime même s'il cherche à manifester une certaine indépendance à leur égard. En leur octroyant toutes ces faveurs, les groupes dirigeants croient qu'ils vont pouvoir neutraliser les capacités de nuisance des féodaux de l'Arabie Saoudite dont l'ambition est d'écraser, par les guerres, les ingérences et le soutien aux courants islamistes, tout régime arabe qui échappe encore à son influence, comme le montrent leurs sanglantes interventions en Syrie ou Yémen. Ils exploitent les faiblesses d'un régime qui ne peut s'appuyer sur le soutien de son peuple ou espérer l'obtenir étant donné sa politique antipopulaire de classe en faveur des privilégiés. On a déjà vu cette politique à l'oeuvre depuis 2009 quand ce pouvoir a offert en cadeau la partie la plus rentable du port d'Alger à Dubaï Port Word, ou quand sous prétexte de prémunir le pays contre toute dépendance financière il a invité les Emirats à investir en Algérie, avec l'argent qui devait leur être prêté par les ... banques algériennes !

Etant donné l'opacité qui marque ces accords, rien n'interdit de penser que les Saoudiens ne mettront pas un dollar dans les projets conclus. Nos dirigeants n'ont pas lésiné pour satisfaire les desideratas de ce partenaire plus que douteux. L'Arabie Saoudite refait donc une entrée fracassante dans notre pays. Au lieu de neutraliser les féodaux de ce pays le pouvoir encourage leurs ingérences qui vont continuer de plus belle comme ils l'ont toujours fait depuis notre indépendance.

Notre peuple devra payer très cher les conséquences du calcul de classe à courte vue de nos dirigeants, de leur complaisance, de leur gabegie et de la trahison de certains.

De 1962 à la fin des années 1970 l'Arabie Saoudite avait combattu à mort les orientations progressistes du pays, surtout après que Boumediene eut déclaré en 1974 à la Conférence Islamique de Lahore que sa conception de l'Islam ne lui permettait pas d'accepter que des « musulmans aillent au Paradis le ventre creux ». Le régime théocratique aggrava la situation dans la région par son soutien à l'occupation du Sahara occidental par les troupes de Hassan II.

Immédiatement après la mort de Boumediene le périple entamé dans les monarchies du Golfe par Chadli fut interprété comme un acte politique de reddition de l'Algérie. Il ouvrit toutes grandes les portes aux intrigues de l'Arabie Saoudite jusqu'à ce que le régime se retrouvât pris à la gorge par le soutien de ce pays au FIS et à son terrorisme.

Le peuple a récolté le fruit des actes de faiblesse du régime face à la politique barbare, rétrograde et nauséabonde du régime d'Arabie saoudite. Avec le point d'orgue que fut son appui au FIS, front islamique du salut, parti islamo-fasciste, dès sa création en 1989, et dont l'un des principaux dirigeants, Abassi Madani, avait été membre du FLN. Grâce à ce soutien et aux manoeuvres du régime de Chadli pour isoler, paralyser et même exterminer les militants du PAGES et les progressistes, le FIS a pu tromper et mettre en condition une grande partie de notre jeunesse révoltée par la corruption et les injustices sociales. Il réussit à camoufler son but véritable qui était d'accélérer l'application d'une politique ultra-libérale, d'accaparer les biens de la nation, et notamment de supprimer le contrôle de l'Etat sur le commerce extérieur. Les contradictions qui surgirent rapidement entre la frange de la bourgeoisie qui soutenait le FIS et celle qui de l'intérieur du régime l'avait encouragé en espérant se servir de lui,

furent réglées par l'annulation en janvier 1992 des élections législatives dont le premier tour s'était soldé par l'écrasement du FLN au profit des islamistes.

Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur ce point, notre peuple garde une meurtrissure indélébile de la décennie noire.

Meurtri dans sa chair notre peuple n'oubliera jamais

Cet enthousiasme de nos dirigeants à se jeter dans les bras des pires symboles de la théocratie et de l'obscurantisme inquiète au plus haut point.

Faut-il croire que cet accord serait le fruit de la seule panique qui s'empare des dirigeants au vu de l'effondrement du cours du pétrole, de l'incertitude qui domine les prévisions quant à son éventuel redressement ? Incertitude elle-même alimentée par les soubresauts de la crise mondiale du système capitaliste qui pourrait provoquer un effondrement de la demande d'hydrocarbures. Une seule certitude : la manne pétrolière fond comme beurre au soleil.

La direction générale des impôts (DGI) citée par l'APS a récemment tiré la sonnette d'alarme :

« Le montant des recouvrements des recettes fiscales pétrolières budgétisées a reculé à 1603,4 milliards de dinars durant les 11 premiers mois de l'année écoulée, contre 1722,9 milliards de dinars à la même période de 2015, soit une moins-value de 119,6 milliards de dinars. »

Notre bourgeoisie qui avait l'habitude de se goinfrer de l'or noir, est prise de panique. Elle va soit chercher par tous les moyens à trouver des capitaux de remplacement, peu importe avec qui et même avec le diable, l'argent n'ayant pas d'odeur. Soit brader les ressources du pays de manière à obtenir en contrepartie l'appui de la bourgeoisie mondiale et de ses auxiliaires du Golfe au cas où des explosions populaires venaient à menacer son pouvoir et ses privilèges. Les accords avec l'Arabie Saoudite entrent dans ce cadre, d'autant que ces capitaux vont profiter aux entreprises privées. Le privé on le connaît : les capitaux se volatilisent sans laisser de trace. Nos dirigeants vont continuer cette politique catastrophique pour notre pays. Notre peuple ne verra pas la couleur de ces milliards de dollars. Seuls les Rebrab et les Khalifa en herbe vont en profiter et gonfler encore plus leur ventre proéminent déjà prêt à éclater.

Mais ces accords passent mal, les Algériens ne sont pas prêts d'oublier le rôle néfaste joué par l'Arabie Saoudite dans notre pays.

C'est bien les effets économiques et politiques de la baisse de la manne pétrolière qui ont provoqué l'affolement de notre bourgeoisie parasitaire, égoïste et prête à tout pour s'enrichir qui l'ont poussée à conclure des accords qui n'ont aucune justification économique ni financière. Notre pays a encore les moyens pour faire face au manque à gagner. Bien sûr il faut une autre politique et notamment stopper la gabegie des importations inutiles. Pour cela il faut à côté d'un ensemble de mesures renationaliser le commerce extérieur. Mais le gouvernement continuera la même politique si les travailleurs ne réagissent pas.

Un régime à l'écoute et émanant des masses laborieuses se serait attelé depuis longtemps à réhabiliter le secteur public en tant que moteur d'une stratégie de relance des investissements productifs, de développement du savoir scientifique et technique lié à un développement soutenu des forces productives nationales.

Il faut combattre avec force l'idéologie réactionnaire et antinationale que propagent la bourgeoisie et les franges défaitistes de la petite-bourgeoise qui veulent faire croire que nous sommes juste bon à fournir du pétrole, que nos ouvriers, nos ingénieurs, nos techniciens, nos architectes, nos chercheurs ne sont pas capables de faire autre chose. La vraie perspective est diamétralement opposée au seul choix que leur

offrent nos dirigeants, celui de la construction d'usines de montage et, comme au temps de la colonisation, le travail de manoeuvre.

A. Kadri
29.03.17